

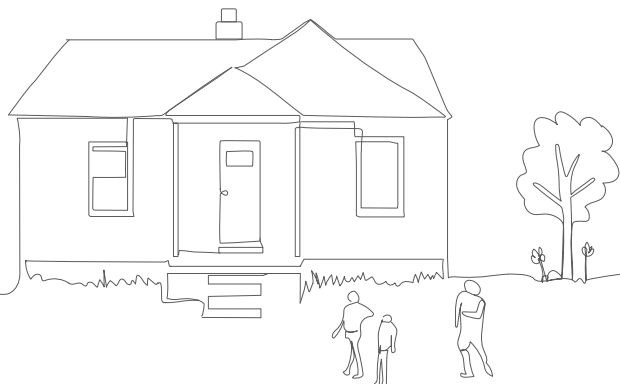
LES DROITS EXPLIQUÉS

LES DROITS HUMAINS
ET LA MONTÉE DES PRATIQUES
AUTORITAIRES DANS LE MONDE

PARTIE 1

DOCUMENT EXPLICATIF SUR LES DROITS HUMAINS

Ce guide s'adresse à toute personne souhaitant comprendre comment les tactiques de pouvoir autoritaire peuvent museler, diviser ou contrôler. Il ne s'agit pas de déterminer quelle est la meilleure affiliation politique ou quel est le meilleur système de gouvernement. Il s'agit de comprendre comment la peur et la division sont utilisées à des fins politiques, comment les discours sont manipulés pour justifier des pratiques autoritaires, et comment nous pouvons commencer à remettre en question les systèmes et récits qui permettent aux injustices de croître.



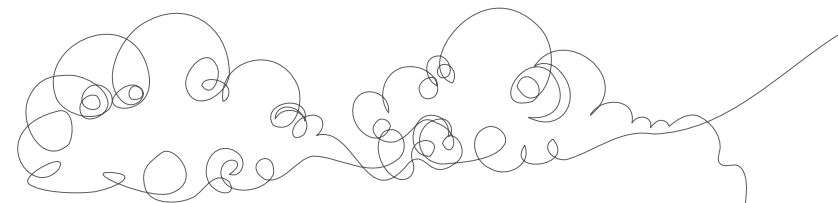
COMPRENDRE LES DISCOURS AUTORITAIRES DE PEUR, DE RÉPRESSION ET DE CONTRÔLE

INTRODUCTION

Partout dans le monde, de nombreuses personnes constatent de profonds changements au sein de leur société. Divisions et instabilité imprègnent de plus en plus les populations. Certaines personnes se sentent menacées en raison de leur identité, de leur origine ou de leurs croyances. Pour d'autres, l'avenir est synonyme d'incertitude, de peur ou de colère. De nombreuses personnes ont le sentiment qu'elles ne sont pas écoutées et que leurs craintes sont ignorées, ce qui les éloigne des décisions qui façonnent leur vie.

Dans ces moments, il devient plus facile pour les dirigeant-e-s et d'autres individus en position de pouvoir d'instiller la peur et d'exploiter les différences, afin de creuser un fossé entre les populations et de protéger leurs propres intérêts. Souvent, ces personnes désignent des groupes déjà marginalisés comme étant la source des problèmes de la société, affirmant que « ce sont eux le problème » ou que « nous devons reprendre le contrôle ». Ces discours perpétuent la peur, sèment la division et exploitent la rhétorique du « eux contre nous ».

Ils représentent un outil puissant. Ils permettent aux puissants de justifier des mesures extrêmes, utilisées pour restreindre les libertés, réécrire les règles, mettre



à mal les institutions et concentrer le pouvoir et le contrôle entre les mains de personnes privilégiées. Au fil du temps, ces actions érodent les systèmes conçus pour protéger tout le monde et entravent l'obligation de rendre des comptes pour les personnes au pouvoir.

Ces gens n'agissent pas au hasard. Au fil de l'histoire, et dans de nombreux endroits encore aujourd'hui, des gouvernements et dirigeant-e-s ont employé des **pratiques autoritaires** pour asseoir leur pouvoir. Ces pratiques consistent notamment à museler les voix critiques, à affaiblir les tribunaux et les médias, à contrôler l'information et à mettre à mal les institutions publiques. Souvent, ces pratiques sont mises en place au motif de « rétablir l'ordre » et de « protéger la nation ». C'est ainsi que commence l'érosion des droits humains, parfois discrètement, parfois ouvertement.



LE SAVIEZ-VOUS ?

LES DROITS HUMAINS sont des libertés et des droits fondamentaux qui appartiennent à chaque individu, indépendamment de sa nationalité, de son genre, de son origine ethnique, de sa religion ou de toute autre caractéristique. Ils sont inhérents à tous les êtres humains et reposent sur les principes de dignité, d'égalité et de respect. Tous les gouvernements ont l'obligation de respecter les droits humains au titre de l'état de droit.

L'ÉTAT DE DROIT signifie que personne n'est au-dessus de la loi, y compris les institutions publiques et les représentant-e-s des gouvernements, et que toutes les personnes sont traitées de manière égale et doivent répondre de leurs actes en vertu des mêmes dispositions juridiques, dans le cadre de procédures claires et équitables s'inscrivant dans un système judiciaire indépendant. Ces prérequis sont indispensables pour garantir les droits humains de chacun-e.

LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME (DUDH), adoptée en 1948, a été le premier texte exhaustif mondialement accepté en matière de droits humains. Depuis, de nombreux autres traités relatifs aux droits humains ont été adoptés, imposant aux États des obligations juridiques en matière de respect, de protection et de réalisation de ces droits.

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (ONU), à l'aide de sa Charte, de ses organes spécialisés et de ses autres mécanismes indépendants de protection des droits humains, joue un rôle essentiel dans la promotion des droits humains et des conditions dans lesquelles la justice et le respect des obligations découlant des traités relatifs aux droits fondamentaux et d'autres sources de droit international peuvent être assurés. Un travail multilatéral est indispensable pour répondre aux problèmes liés aux droits humains et veiller à ce que les États respectent leur obligation de rendre des comptes.

**Rien ne
renforce plus
l'autorité que
le silence**

Léonard de Vinci



Dans un premier temps, les pratiques autoritaires peuvent sembler n'affecter que quelques personnes. Mais alors que les garanties relatives aux droits humains s'érodent, les libertés de toutes et tous sont affaiblies. Les gens commencent à avoir peur d'exprimer leur désaccord et les informations sont manipulées pour bénéficier uniquement à certains pans de la société. Des droits qui semblaient acquis peuvent disparaître rapidement.

Les droits humains et les libertés qu'ils garantissent ne sont pas des privilèges ou des points de discussion politiques. Ce sont les fondations de sociétés pacifiques et justes. Du droit à l'éducation et à l'égalité au droit de solliciter l'asile et d'être traité-e avec dignité, **ces droits appartiennent à toutes et tous, partout**, pas seulement aux personnes au pouvoir ou à celles qui entrent dans la « norme ». Qui que nous soyons et où que nous vivions, les droits humains sont universels et doivent toujours être respectés. **Les droits humains ne sont pas facultatifs.**

Pour comprendre pourquoi c'est important, il nous faut revenir brièvement au fondement des droits humains. Depuis l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948, la plupart des États se sont engagés (au moins en théorie) à faire respecter les droits humains pour toutes et tous. Ces droits comprennent le droit de s'exprimer, de se réunir (et de manifester) pacifiquement, de prendre part à la vie publique et d'amener les personnes au pouvoir à rendre des comptes.

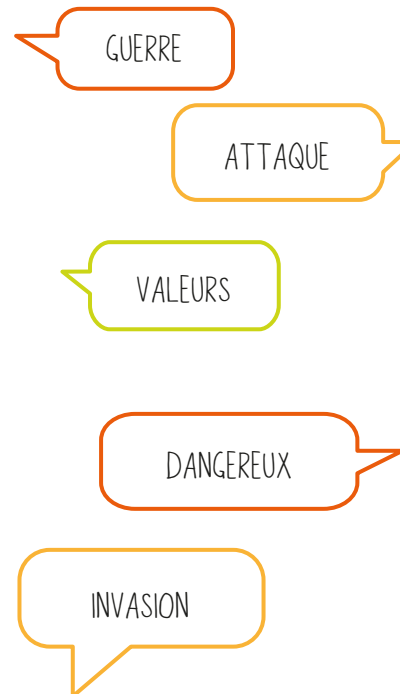
Pourtant, aujourd'hui, nous constatons un manque de respect et un mépris croissant pour ces principes universels, avec une intention claire de concentrer le pouvoir et d'échapper à l'obligation de rendre des comptes. Certains gouvernements sélectionnent les droits qu'ils respectent et les personnes qui en bénéficient. Ils agissent comme s'ils étaient au-dessus des lois, se retirant des accords internationaux, ne tenant aucun compte du système des Nations unies et mettant à mal l'état de droit international.

LE POUVOIR DES MOTS : ANALYSE DE RÉCITS FONDÉS SUR LA PEUR QUI FAÇONNENT NOTRE PERCEPTION

LES MOTS NE DÉCRIVENT PAS SEULEMENT LA RÉALITÉ, ILS LA CRÉENT ET LA FAÇONNENT. LES MOTS PEUVENT ÊTRE UTILISÉS POUR FORGER L'UNITÉ OU SEMER LA DIVISION.

Lorsque les personnes au pouvoir utilisent des mots pour façonner les récits et messages à propos de votre communauté ou de votre pays, elles vous les présentent comme des faits ou des évidences. Mais est-ce le cas ? Ces récits sont rarement neutres. Ils peuvent refléter des préjugés, des projets politiques ou des tentatives délibérées d'influencer la manière dont nous percevons la réalité ou ce que pensent les gens. Ce sont des discours minutieusement préparés par des dirigeant-e-s politiques, de puissants responsables d'entreprise, des institutions religieuses, des médias traditionnels (comme les journaux, la télévision ou la radio), des publications sur Internet, des plateformes de réseaux sociaux et d'autres voix puissantes.

Prenons par exemple les messages du type « notre pays est envahi par les migrants », « nos valeurs traditionnelles sont attaquées » ou « nous sommes en guerre contre des idées dangereuses ». Il s'agit de métaphores du conflit et de la guerre : elles transforment les différences en combat. Cela crée un sentiment de peur et d'urgence, qui donne aux gens le sentiment d'être attaqués, non pas par une armée, mais par des voisin-e-s, des migrant-e-s ou des militant-e-s. Ce type de discours, ces messages, ont un objectif : diviser les populations et promouvoir une vision étriquée de la société. Par la peur, ils jettent les bases de pratiques autoritaires pour protéger plus facilement les intérêts des puissants et priver de leurs droits les personnes qui les critiquent et les groupes marginalisés.



PETIT EXERCICE : REPÉREZ LE DISCOURS

Prenez le temps de réfléchir à un récit ou un message que vous avez entendu aux informations, sur les réseaux sociaux ou dans votre entourage et qui vous a donné un sentiment d'incertitude, de colère ou de peur.

- ▶ Quel était le message ?
- ▶ Que pensez-vous qu'il signifiait réellement ?
- ▶ À qui profite ce récit, à qui peut-il porter préjudice ?
- ▶ Pourrait-on analyser différemment la situation du point de vue des droits humains ?
- ▶ Que pourriez-vous dire la prochaine fois que vous entendez ce type de message ?

Une simple conversation, une simple question ou un contre-discours peut modifier ce que pensent les gens. C'est ainsi que commence le changement.



À QUI CELA PROFITE-T-IL ? ACCUSATIONS, RARETÉ ET DISCOURS À SOMME NULLE

Les discours « eux contre nous » sont une tactique. Ils génèrent un soutien pour l'exclusion, justifiant des lois discriminatoires visant à « défendre la nation » et permettant l'élargissement des pouvoirs de la police ou les expulsions massives. Les dirigeant-e-s et gouvernements les utilisent pour restreindre les droits humains, notamment pour interdire des manifestations étudiantes sur les campus universitaires, censurer l'éducation, réprimer la liberté d'expression, restreindre la protection ou l'accès au logement et à la santé à certains groupes, ou encore ignorer les garanties juridiques. Voici ce qu'ils accomplissent réellement ainsi :

- ▶ s'exonérer de toute responsabilité quant aux problèmes sous-jacents comme la pauvreté ou la pénurie de logements, ou quant à la répartition du pouvoir ;
- ▶ orienter la peur et la colère contre les groupes marginalisés, plutôt que contre les systèmes injustes et les politiques inefficaces ;
- ▶ générer un soutien envers la concentration du pouvoir en créant un « ennemi » qui doit être arrêté ;
- ▶ affaiblir les institutions qui contrebalancent le pouvoir exécutif et sont essentielles à l'obligation de rendre des comptes.

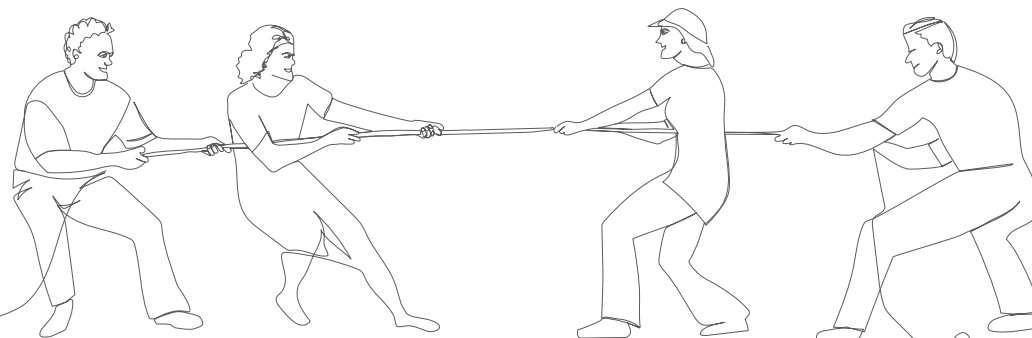
On nous dit souvent qu'il n'y a simplement pas assez de ressources, d'emplois, de logements et de services de santé pour tout le monde et que si certains groupes obtiennent des droits, une reconnaissance ou des ressources, d'autres doivent en perdre. Ce récit se manifeste dans de nombreux domaines : égalité des genres (« les hommes sont laissés pour compte »), les droits des personnes LGBTIQ+ (« les familles traditionnelles sont en danger »), la diversité raciale (« les vies blanches comptent aussi ») et les droits des personnes réfugiées (« ils vont épuiser le système »).

L'idée de rareté sert de justification à l'exclusion, à la répression et au recul des droits. Au lieu de s'interroger sur la manière de répartir les ressources plus justement, on nous dit de craindre les personnes qui en ont déjà le moins. Les contributions des personnes les plus pauvres et d'autres catégories de la population, comme les personnes migrantes, sont souvent masquées ou niées. Ces récits souvent répétés nous poussent

à croire à la rareté. Mais c'est oublier une partie de la réalité. Ce n'est pas la rareté qui crée à elle seule l'injustice, ce sont les choix politiques.

L'idée qu'un groupe ne peut obtenir quelque chose qu'aux dépens d'un autre se nomme « la pensée à somme nulle ». Et lorsque ce récit se répand, il anéantit les vraies solutions. Il monte les voisin-e-s et les groupes sociaux les un-e-s contre les autres. Et il protège les personnes à qui profite le plus la situation actuelle.

C'est pourquoi il est important de prendre le temps de réfléchir au message sous-jacent : que dit-on réellement ici ? À qui profite ce récit, à qui peut-il porter préjudice ? Comment cela peut-il ouvrir la voie à une montée des pratiques autoritaires entraînant des atteintes aux droits humains ? Analysons certains exemples concrets de messages fondés sur la peur et déconstruisons-les ensemble.



CARTE 1 : « ILS NE SONT PAS LES BIENVENUS ICI, CAR... »

« ILS N'ONT PAS LEUR PLACE ICI »

« ILS SONT ARRIVÉS ILLÉGALEMENT »

« CE SONT DE DES MEMBRES DE GANGS VIOLENTS »

« ILS VEULENT VOLER NOS EMPLOIS »

« ILS ABUSENT DU SYSTÈME »

« ILS NE PARTAGENT PAS NOS VALEURS ET NE RESPECTENT PAS NOS TRADITIONS »

« ILS VEULENT CHANGER NOTRE CULTURE »

- ▶ Avez-vous déjà été témoin ou fait l'expérience d'une version de ce message ? Qui le message visait-il ?
- ▶ Comment cela vous a-t-il affecté, vous ou d'autres personnes ?
- ▶ Sur quelles craintes ou convictions plus profondes ce récit s'appuie-t-il ? À qui cela profite-t-il ?
- ▶ Comment pourriez-vous recadrer ce récit en adoptant la perspective des droits humains ?

ANALYSONS !

Ce message vise souvent les personnes perçues comme « différentes », « étrangères » ou comme constituant une menace pour les normes dominantes de « réussite » : les personnes réfugiées ou demandeuses d'asile, les personnes migrantes, les populations racisées ou les minorités ethniques, les personnes LGBTIQ+, les minorités religieuses, les personnes vivant dans la pauvreté, les personnes en situation de handicap ou présentant des troubles de la santé mentale ou les personnes ayant un casier judiciaire.

Les statuts, identités et expériences de vie de ces groupes diffèrent, mais la tactique reste la même : les présenter comme les « autres » qui n'appartiennent pas à la société concernée, que l'on peut désigner comme boucs émissaires pour toute sorte de problèmes, et dont les droits, la sécurité ou l'humanité peuvent être remis en cause. Fondamentalement, ce récit sous-entend que l'appartenance à un groupe et, par extension, la sécurité et les droits humains sont des privilèges soumis à certaines conditions. Il implique que certaines personnes sont « vraiment » membres de la société, alors que d'autres peuvent en être exclues. Il nous dit que les droits doivent être mérités, ne sont pas inhérents, et que les personnes au pouvoir décident qui compte et qui ne compte pas.

ÉTUDIONS D'AUTRES EXEMPLES ET DEMANDONS-NOUS CE QUI EST...

VRAI FAUX

1. Une personne est « illégale » si elle passe une frontière sans papiers.
2. Les minorités ethniques et raciales sont plus susceptibles de commettre des crimes violents.
3. Rejeter la faute sur les personnes migrantes est un moyen pour les gouvernements de se soustraire à leur obligation de rendre des comptes pour leurs politiques délétères.
4. La diversité culturelle menace l'unité nationale et la cohésion sociale.
5. Toutes les personnes disposent des mêmes droits à la sécurité et la protection.

AVIEZ-VOUS LA BONNE RÉPONSE ?



1. Le droit de solliciter l'asile est un droit humain, même si une personne entre dans un pays sans permission ou sans papiers. Ce droit est clairement protégé par le droit international (article 31 de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés). La migration irrégulière (motivée par d'autres motifs, comme le travail ou la famille) peut contrevenir à certaines règles et être considérée comme illégale au regard de la législation nationale relative à l'immigration. Mais les personnes elles-mêmes ne sont jamais illégales, seule leur situation au regard de la législation relative à l'immigration peut parfois l'être. Et être sans papiers ne signifie pas être un-e criminel-le. C'est une question relevant de la législation civile (administrative) dans la plupart des pays, et non pas de la législation pénale. Cette affirmation est **fausse**.

2. Il s'agit d'un stéréotype raciste et c'est donc **faux**. Les études montrent qu'il n'existe aucun lien entre « race », appartenance ethnique et criminalité. Bien souvent, les populations racisées font l'objet d'une surveillance policière excessive, sont condamnées à des peines plus lourdes et sont plus susceptibles d'être poursuivies pour des infractions mineures.

3. Un argument souvent mis en avant est que les « migrant-e-s viennent profiter du système et nous nous retrouvons sans rien ». C'est une stratégie politique courante. Mais dans la plupart des pays, les contributions des personnes migrantes à l'économie, par les impôts qu'elles paient et la main-d'œuvre essentielle qu'elles constituent, sont nettement supérieures au soutien qu'elles reçoivent. L'accès à la santé, au logement, à l'emploi, à l'éducation ou aux prestations sociales est défini par les politiques gouvernementales. Lorsque ces systèmes sont insuffisants, les dirigeant-e-s rejettent souvent la faute sur les personnes migrantes au lieu d'apporter une solution aux problèmes structurels. Cette affirmation est **vraie**. Rejeter la faute sur les migrant-e-s détourne l'attention des causes profondes et permet aux personnes au pouvoir de se soustraire à leurs responsabilités. Ainsi, des personnes qui pâtissent toutes des mêmes systèmes défailants se retrouvent divisées.

4. La culture dominante reflète souvent les valeurs des personnes au pouvoir, et non pas ce qui est « authentique » ou neutre. Les pratiques culturelles sont importantes, mais elles doivent évoluer lorsqu'elles pénalisent, excluent ou défavorisent d'autres personnes. Aucune tradition ne justifie des violations des droits humains. La culture n'est pas figée et n'appartient pas à un seul groupe. Elle a toujours évolué et continuera d'évoluer par le contact, la migration et les échanges. Cette affirmation est donc **fausse**. La plupart des gens veulent coexister et non pas s'imposer à d'autres. Toute personne a le droit d'avoir sa propre identité, sa propre culture et ses propres convictions, et de vivre dans la dignité et la sécurité, où qu'elle se trouve. Les droits humains protègent les droits et libertés de chacun-e, y compris le droit à la liberté de croyance, le droit de ne pas subir de discrimination et le droit de ne pas subir de coercition.



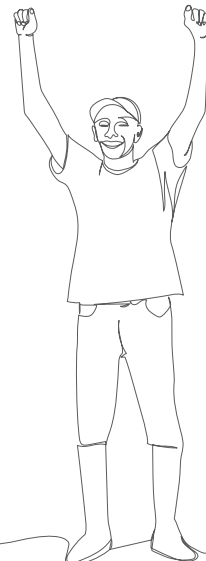
AVIEZ-VOUS LA BONNE RÉPONSE ?

5. Les droits humains s'appliquent de manière égale à toutes et tous : pas seulement aux quelques personnes désignées ou à celles appartenant au groupe dominant. Cette affirmation est donc **vraie**. Quelle que soit sa religion, son origine, son identité ou ses croyances, aucun groupe ne constitue une menace inhérente pour « notre mode de vie ». Il s'agit d'un discours politique, et non pas d'un fait. Les droits humains ne sont pas soumis à condition. Il n'est pas possible de décréter que des personnes n'ont pas le droit d'être protégées au motif qu'elles sont sans abri, sans papiers, pauvres, racisées, dépeintes comme des criminels ou qualifiées de « menace ». Lorsque les autorités prennent pour cible ces groupes par des méthodes policières abusives, des détentions arbitraires ou des politiques les excluant de la vie publique, cela peut entraîner de graves violations des droits humains, notamment des disparitions forcées. Ces pratiques doivent être dénoncées et combattues, et non pas ignorées.

Ces discours sont des tactiques d'exclusion et, en fonction du groupe pris pour cible, leur utilisation peut menacer plusieurs droits, notamment :

- ▶ le droit à l'égalité et à la non-discrimination ;
- ▶ le droit à une nationalité ;
- ▶ le droit de solliciter l'asile et une protection ;
- ▶ les droits culturels et le droit de prendre part à la vie publique ;
- ▶ le droit au respect de la vie privée et à une vie de famille ;
- ▶ le droit à la liberté de religion et de conviction.

Quel que soit notre lieu de naissance, quelle que soit la langue que nous parlons, quelle que soit notre apparence, qui que nous soyons, nous avons toutes et tous le droit à l'égalité et à la non-discrimination, et le droit d'être traités avec dignité. Aucune personne ne peut être exclue simplement parce qu'elle ne correspond pas à l'idée que le groupe dominant se fait de ses membres. Être différent-e-s les un-e-s des autres fait partie de notre identité et est protégé par le droit international relatif aux droits humains. Les droits humains ne dépendent pas du passeport, de la religion, du milieu ou du passé d'une personne. Les gouvernements ne peuvent pas choisir qui mérite des droits : ils sont tenus de les respecter, pour tout le monde.



CARTE 2 : « ILS ENDOCTRINENT NOS ENFANTS, CAR... »

« ILS SÈMENT LA
CONFUSION À PROPOS
DU GENRE »

« ILS SEXUALISENT
LES ENFANTS »

« ILS ATTAQUENT LES
VALEURS FAMILIALES »

« ILS RÉPANDENT
DES IDÉES
DANGEREUSES »

« LE RACISME
APPARTIENT
AU PASSÉ »

« ILS VEULENT EFFACER
NOS TRADITIONS »

- ▶ Avez-vous vu ou entendu ce message ? Qui le diffuse, et pourquoi ?
- ▶ Quelles personnes sont désignées comme une menace pour les enfants ?
- ▶ Quelles sont les craintes plus profondes ou valeurs auxquelles ce message fait appel ?
- ▶ Comment pourriez-vous recadrer ce récit en adoptant la perspective des droits humains ?

Ce message vise souvent les éducateurs-trices, les personnes LGBTIQ+, les militant-e-s Jeunes, les défenseur-e-s de la justice de genre ou raciale, les défenseur-e-s des droits humains et toute personne enseignant ou évoquant l'identité, l'égalité ou l'esprit critique.

Le message prétend protéger les enfants, ce qui est indispensable lorsqu'ils sont exposés à la haine, à la violence ou à l'exploitation. Mais dans de nombreux contextes, la « protection des enfants » est utilisée comme prétexte pour museler les convictions divergentes, effacer des identités et restreindre des droits. Ce discours sous-entend qu'une seule vision du monde est acceptable et vraie et que tant le présent que l'avenir doivent refléter les personnes représentées par le « nous ». Ainsi, « nous » devons contrôler ce que les enfants apprennent, pensent et deviennent, et comment.



ÉTUDIONS D'AUTRES EXEMPLES ET DEMANDONS-NOUS CE QUI EST...

VRAI FAUX

1. *Les établissements scolaires ne doivent pas être politiques. Les sujets tels que le racisme, le colonialisme ou les droits humains n'ont pas leur place dans une salle de classe.*
2. *L'identité de genre et l'orientation sexuelle ne sont pas des problèmes à résoudre.*
3. *L'éducation complète à la sexualité encourage les enfants à devenir sexuellement actifs à un plus jeune âge.*
4. *Nos valeurs familiales traditionnelles sont immuables et rien ne peut interférer avec elles.*

AVIEZ-VOUS LA BONNE RÉPONSE ?

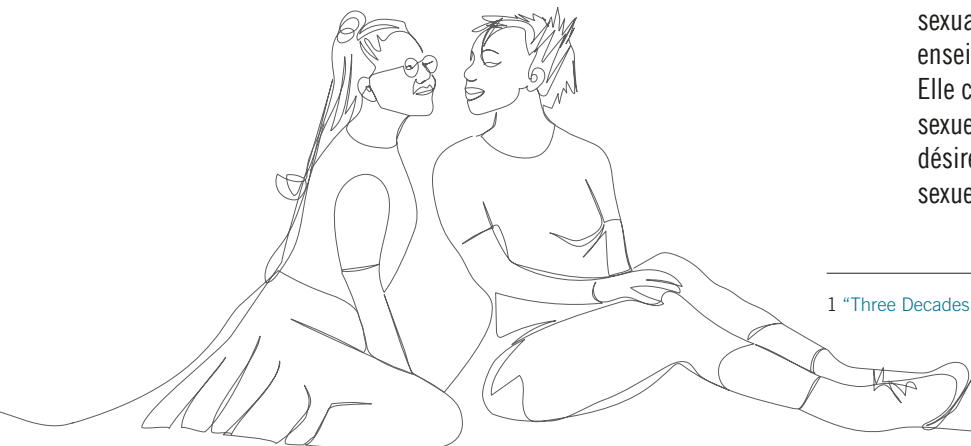
1. Comprendre les inégalités structurelles, le pouvoir et les droits est indispensable pour former des personnes informées et responsables. L'éducation n'est jamais neutre. Interdire ces sujets ne dépolitise pas l'apprentissage, cela renforce les structures de pouvoir dominantes. Cette affirmation est donc **fausse**. Les discours fondés sur la peur comme celui-ci ont entraîné des interdictions d'enseignement, des censures de livres, des poursuites visant des enseignant-e-s et des parents et une hostilité accrue vis-à-vis des personnes LGBTQ+ et des éducateurs-trices antiracistes. Mais le droit à l'éducation comprend le droit de recevoir un enseignement provenant de divers points de vue concernant la justice, l'égalité et l'histoire. Cela aide les enfants à devenir des personnes responsables, respectueuses et ouvertes d'esprit.

2. La diversité n'est pas quelque chose qui doit être toléré, c'est quelque chose qui doit être respecté, cette affirmation est donc **vraie**. Les identités LGBTQ+ ne sont pas des problèmes qui doivent être corrigés ou des sujets à étouffer. L'idée que les gens doivent être « normalisés » pour correspondre aux normes sociales bafoue le droit à l'expression personnelle, à la sécurité et à la dignité. Ce n'est pas de l'unité, mais de la répression. Toute personne a le droit d'exprimer son identité et de ne pas subir de discrimination. Une éducation reconnaissant les identités diverses contribue à favoriser l'inclusion, la protection et la sécurité de toutes et tous.

3. Des études montrent que l'éducation complète à la sexualité repousse le début de l'activité sexuelle et renforce la sécurité.¹ Cette affirmation est donc **fausse**. Une éducation complète à la sexualité adaptée à l'âge et fondée sur la science enseigne le consentement, les limites et le respect. Elle contribue à éviter les violences, les maladies sexuellement transmissibles et les grossesses non désirées. Elle n'encourage pas des comportements sexuels, mais plutôt des décisions responsables.

¹ "Three Decades of Research: The Case for Comprehensive Sex Education"

4. Partout dans le monde, les « valeurs familiales » ont été utilisées à des fins politiques pour restreindre les droits, contrôler l'expression et réprimer la dissidence. La tradition est souvent invoquée pour entraver les progrès sur l'égalité des genres, censurer l'éducation et réduire au silence les personnes remettant en cause les normes dominantes. Mais les droits humains ne dépendent pas des traditions. Ils s'appliquent de manière égale dans la vie publique et privée, y compris au sein des familles. Aucune croyance et aucun idéal culturel ne peut être utilisé pour justifier un contrôle autoritaire, l'exclusion ou la privation de droits. Cette affirmation est donc **fausse**. Les traditions peuvent orienter des valeurs personnelles, mais ne peuvent pas se substituer aux obligations juridiques de protéger la liberté, la dignité et l'égalité de chacun-e.



LES DROITS HUMAINS MENACÉS

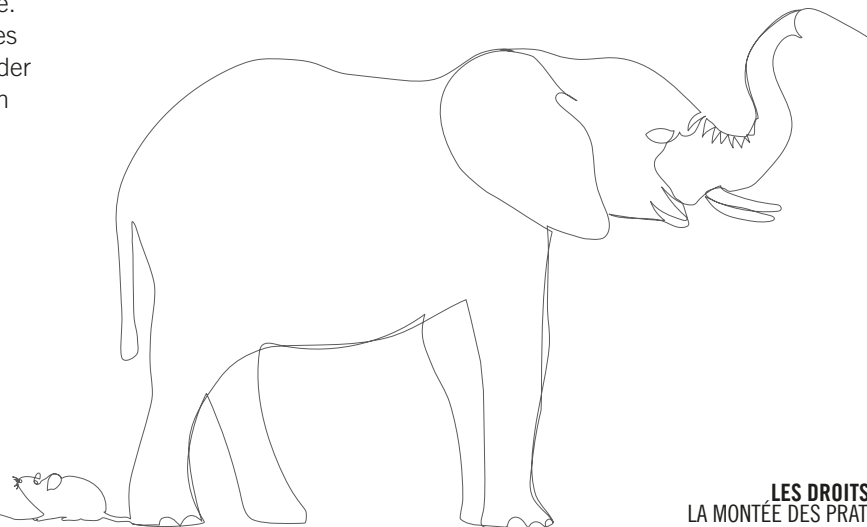
Cette tactique de contrôle des connaissances et de répression de la diversité et des différences menace les droits humains suivants :

- ▶ le droit à l'éducation, qui favorise le respect, la vérité et l'inclusion ;
- ▶ le droit à l'égalité et à la non-discrimination ;
- ▶ la liberté d'expression ;
- ▶ la liberté d'accéder à l'information ;
- ▶ les droits culturels et la liberté académique.

Chaque jeune a le droit d'apprendre, de remettre en question et de comprendre le monde qui l'entoure, dans toutes ses différences. Censurer des livres, restreindre des programmes scolaires ou interdire des discussions sur la « race », le genre ou la sexualité, souvent au prétexte de « protéger les enfants », prive ces derniers d'outils pour réfléchir de manière critique et interagir avec le monde. Une véritable protection implique de donner aux jeunes des connaissances, de favoriser le respect et de les aider à devenir des adultes réfléchis et informés. L'éducation doit ouvrir l'esprit, et non pas le fermer.

“ Si vous choisissez la neutralité face aux situations d'injustice, vous choisissez le camp de l'oppression. Si un éléphant marche sur la queue d'une souris et que vous dites que vous restez neutre, la souris n'appréciera pas votre neutralité ”

Desmond Tutu



POINTS CLÉS :

Les pratiques autoritaires ne viennent pas toujours de personnes en uniforme. Parfois, elles s'expriment calmement, sous couvert d'arguments de « patriotisme », de « souveraineté » ou de « valeurs familiales ». Les discours fondés sur la peur non seulement façonnent les opinions, mais ouvrent également la voie à l'exclusion, à la répression et aux violences. Lorsque les dirigeants dépeignent la diversité, les manifestations et l'éducation comme des menaces, ils justifient la censure, la surveillance et la répression au nom de la sécurité, des valeurs traditionnelles et de l'unité nationale. Ces messages et pratiques portent atteinte à l'état de droit, jettent les bases de répressions contre les droits humains, et sabotent le système international que les nations ont construit ensemble en devenant membres de l'ONU et en signant des conventions internationales relatives aux droits humains.

DERRIÈRE LES GROS TITRES : LE CHAOS, LE POUVOIR ET LES PRIVILÈGES SERVENT-ILS LES OBJECTIFS DE QUELQU'UN ?

Lorsque les gens ont peur ou ressentent de l'incertitude, les personnes au pouvoir disent souvent : « Laissez-nous faire, faites-nous confiance. Pas le temps de discuter. » Mais le chaos et le silence bénéficient souvent à quelques puissantes personnes ou catégories de la société. Nous devons faire face à cette peur et à cette incertitude avec attention, et non pas céder encore plus de pouvoir sans poser de questions.

Imaginez que vous viviez dans une belle maison d'époque dans laquelle les canalisations éclatent, le toit fuit et les murs se fissurent. Vous pourriez rejeter la faute sur la pluie. Mais quel est le vrai problème ? Les fondations s'effondrent. Cette image pourrait servir à décrire de nombreuses crises actuelles. On nous dit que c'est à cause de la pluie, mais cela peut être simplement une façon pratique de détourner l'attention.

VOICI CERTAINS DOMAINES CONCERNÉS PAR LES DISCOURS AUTORITAIRES GÉNÉRATEURS DE DIVISION :

- ▶ incertitude et instabilité économique ;
- ▶ polarisation politique ;
- ▶ discrimination, racisme et xénophobie généralisés ;
- ▶ crises de santé publique ;
- ▶ identités culturelles et définitions sectaires de la « morale » ;
- ▶ déplacements et migration, changement climatique ;
- ▶ violences contre les minorités, les femmes et les personnes LGBTIQ+ ; personnes en situation de handicap ;
- ▶ perturbations liées aux technologies et mésinformation ;
- ▶ conflits armés et génocide.

Aujourd'hui, dans de nombreux pays, les problèmes qui secouent nos sociétés (voir l'encadré) peuvent sembler soudains, alors qu'ils reposent sur de longues histoires et de profondes injustices. On pourrait se dire « *ce n'est pas nous qui avons construit cette maison, ce n'est pas de ma faute* », mais c'est bien nous qui vivons dedans maintenant. Et même si nous cherchons simplement un endroit sûr où exister, nous faisons également partie de ce qui fait de cette maison un foyer. Nous pouvons continuer de boucher les fuites et de rejeter la faute sur la pluie, ou bien nous pouvons renforcer ses fondations.

La bonne nouvelle, c'est que nous ne sommes pas obligés de le faire seul-e-s. Autour de nous, la **société civile** (groupes sociaux, médias indépendants, espaces culturels, syndicats, organisations non gouvernementales et réseaux de soins et d'aide mutuels) fait office de poutres et d'échafaudages qui permettent à la maison de ne pas s'effondrer. Elle nous aide à protéger l'espace nous permettant de nous exprimer, de nous occuper les un-e-s des autres et de reconstruire ensemble. Lorsque ces soutiens sont affaiblis ou retirés, toute la structure devient plus fragile. Une société civile florissante, dans laquelle les membres de divers pans de la société peuvent accéder aux informations, prendre part au dialogue, exprimer leur avis divergent ou leur désaccord, et se réunir pour exprimer leurs opinions, est essentielle pour assurer une société saine et contrer les discours et pratiques autoritaires (cette idée est développée davantage dans la deuxième partie de ce document explicatif).



QUI DÉTIENT LE POUVOIR, QUI VOIT SES BESOINS IGNORÉS

Ainsi, si nous souhaitons une société plus juste, plus sûre et plus pacifique, nous devons renforcer ses fondations (l'égalité, le respect et la dignité) au lieu de seulement colmater les brèches.

Pour comprendre ce qui fissure les fondations de nos sociétés, nous devons nous demander qui détient le pouvoir et qui voit ses droits ignorés. Dans un pays donné, un faible nombre de personnes contrôle souvent de vastes richesses et exerce une grande influence. Ces personnes façonnent les lois, possèdent des médias et fondent des partis politiques, et ces mêmes personnes sont souvent les dirigeant-e-s de pays ou de partis politiques.

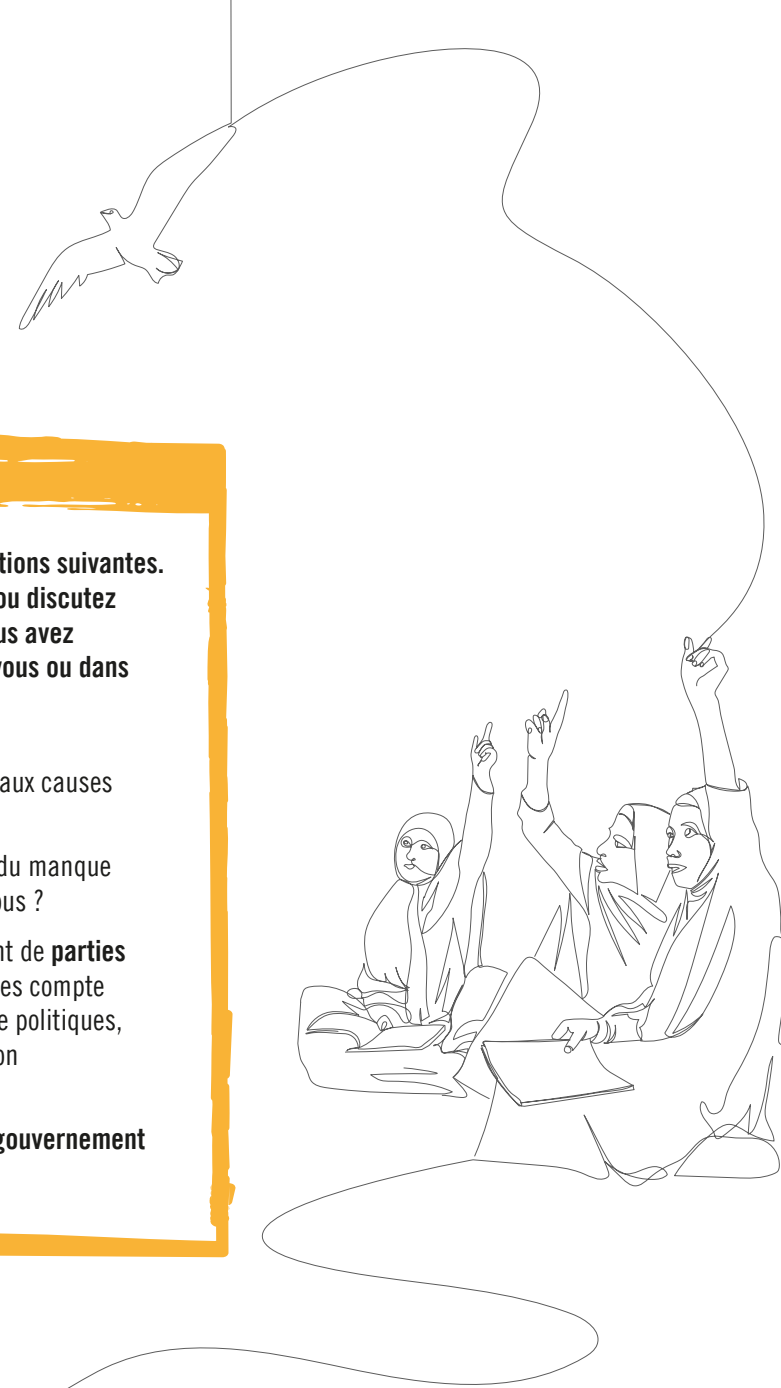
Les inégalités au sein des pays ou entre ceux-ci ont augmenté au fil des années. D'après des recherches d'Oxfam, 45 % des richesses mondiales sont concentrées dans les mains des 1 % des personnes les plus riches.² Parallèlement, la plupart des personnes travaillent de longues heures et n'ont pas les moyens de payer leur loyer, d'acheter de la nourriture ou d'obtenir des soins de santé, puisque 44 % de la population mondiale vit en dessous du seuil de pauvreté (selon les calculs de la Banque mondiale). Quelles sont les personnes dont les besoins sont priorités ? À qui permet-on de se reposer et à qui dit-on de « travailler plus dur » ? Et qui, dans nos sociétés, est souvent accusé d'être la cause des problèmes ?

² Oxfam International, « L'art de prendre sans entreprendre : L'injustice de la pauvreté face aux richesses imméritées issues du colonialisme », 20 janvier 2025, <https://www.oxfam.org/fr/publications/lart-de-prendre-sans-entreprendre-linjustice-pauvrete-richesses-immereitees-colonialisme>.

RÉFLÉCHIR, ÉCRIRE ET DÉBATTRE

Prenez quelques minutes pour réfléchir aux questions suivantes. Rédigez de brèves réponses (pour vous-mêmes, ou discutez avec un-e ami-e) en vous appuyant sur ce que vous avez constaté ou entendu dans votre pays, autour de vous ou dans les médias :

- ▶ Quels **récits** ou discours entendez-vous quant aux causes des pénuries de logements ?
- ▶ Qui est généralement **accusé d'être la cause** du manque de logements convenables ? Pourquoi, selon vous ?
- ▶ Ces explications reflètent-elles le comportement de **parties de la population en particulier** ou tiennent-elles compte des **causes profondes**, comme les décisions de politiques, les priorités de financement ou la discrimination systématique ?
- ▶ Ces récits reflètent-ils les **responsabilités du gouvernement** ou en détournent-ils l'attention ?



QUELS INTÉRÊTS

QUELLES ONT ÉTÉ VOS RÉFLEXIONS ?

Il ne devrait pas s'agir de tenir des personnes responsables de l'état du monde dans lequel elles sont nées. Il s'agit de demander : quels systèmes font, encore et encore, souffrir les mêmes personnes ?

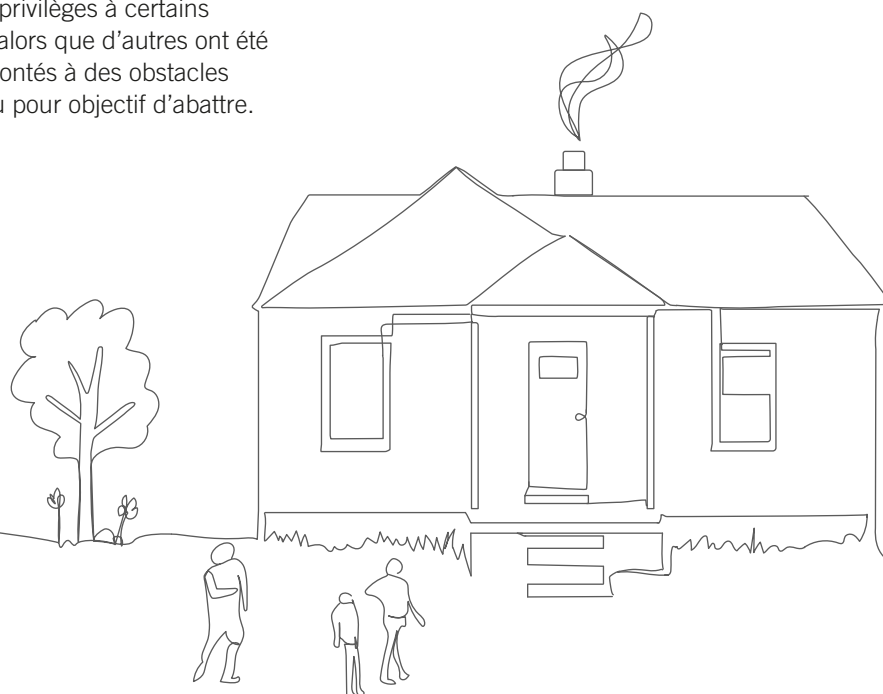
La question que nous devons nous poser est : à qui profitent vraiment ces systèmes ? Qui voit ses intérêts passer en priorité et qui voit sa voix ignorée ou est délibérément réduit-e au silence ? Nos sociétés, et les systèmes sur lesquels nous appuyons, ne sont pas apparus au hasard. Ils ont été construits par des personnes dans le but de servir d'autres personnes *comme elles*. Cela a conféré des avantages ou privilèges à certains groupes sans qu'ils les méritent, alors que d'autres ont été exclus de la matrice et sont confrontés à des obstacles que ces systèmes n'ont jamais eu pour objectif d'abattre.

Au lieu de chercher une solution à la « maison qui s'effondre » et de réparer les canalisations et le toit, de nombreux gouvernements trouvent plus facile de rejeter la faute sur « la pluie ». Ils se soustraient à leurs obligations de fournir un logement convenable et de veiller à la réalisation d'autres droits humains, et ont plutôt recours à des récits de peur et de haine pour détourner l'attention et diviser. Ce sont clairement des pratiques de dirigeant-e-s autoritaires conçues pour museler la dissidence ou la critique. Leur objectif : concentrer encore davantage le pouvoir.

ALORS, QUI PEUT FAÇONNER L'AVENIR ?

Bien qu'on puisse aisément penser que le pouvoir ne se trouve que dans les parlements ou les bureaux présidentiels, il se trouve toutefois aussi dans les entreprises et conseils d'administration, dans les salles de presse, dans les postes de police, dans les algorithmes et dans les outils d'intelligence artificielle. Les discours de peur, de répression et de contrôle sont, sans que l'on s'en aperçoive, intégrés aux récits quotidiens, créant l'espace nécessaire pour que les pratiques autoritaires s'étendent tout en mettant à mal les droits humains et l'état de droit.

L'aspect plus optimiste de cette histoire est que le pouvoir se trouve également dans les familles, dans les salles de classe, dans les groupes de jeunes et dans les cuisines communautaires. Il se trouve dans les chansons, les discours et les livres. L'avenir, et un changement pour l'avenir, ne vient pas seulement du sommet : il peut s'élever depuis la base. Et oui, le pouvoir peut sembler lointain. Mais il est également façonné à chaque fois que quelqu'un dit : « vous avez votre place ici », « nous sommes une source de pouvoir », « j'ai des droits et vous aussi » ou « je suis solidaire ».



ALORS, QUE DEVONS-NOUS EN CONCLURE ?

Partout dans le monde, des personnes font face à d'énormes difficultés. Les inégalités, le changement climatique causé par les activités humaines, les conflits armés ou encore la hausse du coût de la vie. Mais au lieu de résoudre ces problèmes avec attention et justice, de nombreux gouvernements répondent par la répression : en muselant la dissidence, en limitant les libertés et en rejetant la faute sur les plus marginalisé-e-s.

Nous vivons avec les systèmes dont nous avons hérité, des systèmes qui ont été construits au fil du temps, non pas de manière fortuite, mais par les personnes au pouvoir. Souvent marqués par les inégalités, l'exclusion et le contrôle, ils reflètent certains choix et intérêts. Mais nous ne sommes pas impuissant-e-s face à eux. Nous faisons partie de ce qui perpétue le système, mais aussi de ce qui peut le faire changer.

Les droits humains sont les fondations d'un monde reposant sur la dignité, la justice et la liberté pour toutes et tous. Dans une société juste, le pouvoir n'est pas incontrôlé. Les gouvernements doivent respecter et réaliser les droits, y compris ceux des personnes les plus marginalisées. Nul n'est au-dessus des lois. L'état de droit est ce qui permet aux fondations de tenir. Si les droits humains ne sont pas respectés, alors il n'y a pas d'état de droit. Et réciproquement, s'il n'y a pas d'état de droit, les droits humains ne sont pas respectés.

Pour comprendre comment fonctionne le pouvoir, et comment il peut être contesté, il faut en premier lieu reconnaître les récits qui nous sont contés. Qui compose le message ? Quelles voix manquent ? Quelles personnes sont désignées comme une menace, et pourquoi ? Ces messages façonnent nos sociétés et peuvent être utilisés pour justifier la répression, l'exclusion, la discrimination, voire la violence. Mais nous pouvons apprendre à les remettre en question. Exprimer son désaccord, s'organiser, se montrer solidaires : voici certaines manières dont des personnes partout dans le monde remodelent l'avenir. Non pas en attendant que le changement vienne d'en haut, mais en revendiquant nos droits humains depuis la base.

Car les droits humains ne sont pas soumis à condition. Ce sont des libertés et des droits fondamentaux qui appartiennent à chacun-e d'entre nous. Indépendamment de l'endroit où l'on est né, de ses croyances ou de la personne que l'on aime. Les droits humains sont pour nous toutes et tous. Point final.



Dans la prochaine partie de cette série, **LES DROITS HUMAINS ET LA MONTÉE DES PRATIQUES AUTORITAIRES DANS LE MONDE - PARTIE 2 : RÉSISTER AUX PRATIQUES AUTORITAIRES POUR DÉFENDRE LES DROITS HUMAINS**, nous étudierons comment ces dynamiques

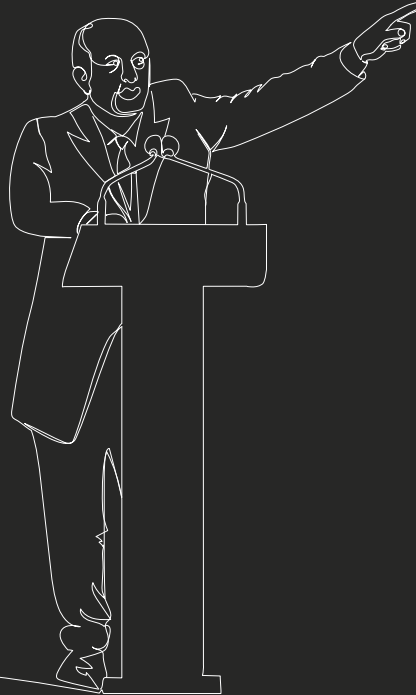
se traduisent en signes avant-coureurs, de la censure et de la surveillance aux disparitions forcées et à la criminalisation des manifestations. Tout en découvrant des situations complexes de peur, de contrôle et d'injustice, n'oubliez pas : comprendre comment les droits sont confisqués est la première étape pour les protéger. Plus nous voyons clairement comment le pouvoir fonctionne, plus nous pouvons le remettre efficacement en cause lorsqu'il est utilisé de manière abusive.

Vous souhaitez en apprendre davantage sur un vaste éventail de droits humains, la liberté d'expression, les personnes réfugiées et bien d'autres sujets ? Suivez l'un de nos cours en ligne gratuits !

<https://academy.amnesty.org/>

LES DROITS EXPLIQUÉS

LES DROITS HUMAINS ET LA MONTÉE DES PRATIQUES AUTORITAIRES DANS LE MONDE



Index AI : POL 32/0336/2025
Original : anglais
[amnesty.org](https://www.amnesty.org)

**AMNESTY
INTERNATIONAL** 

Maquette : Off Colour Design.
Assistance éditoriale : Claire Mahon